Chers Camarades,

Au nom du Parti Communiste Révolutionnaire de France, je voudrais remercier le TKP (Parti Communiste de Turquie) pour son accueil chaleureux et pour avoir organisé cette importante réunion à l'occasion du 100eme anniversaire de l'Internationale Communiste et dans le cadre de l'Initiative Communiste Européenne. D'autre part, la forme prise par nos travaux me paraît faire preuve de nouveauté et d'audace pour aborder les problèmes auxquels nous sommes confrontés, et pour approfondir notre réflexion sur la base du marxisme-léninisme et de l'Internationalisme prolétarien.

Chers Camarades,

Dans notre intervention écrite, nous avons rappelé les conditions générales pour lesquelles la tactique de Front Populaire a été élaborée par la IIIeme Internationale, les résultats indéniables auxquels elle est parvenue pour le renforcement des Partis communistes et de leurs liens avec le prolétariat et les masses populaires, posant les bases sur lesquelles s'appuyer quelques années plus tard dans la lutte de libération nationale antifasciste. Mais nous soulevons aussi la question des distorsions de cette politique, certes sous la pression des évènements, distorsions qui se sont traduites par une tendance à l'idéalisation de la démocratie bourgeoise, et par l'affirmation du caractère inévitable d'étapes politiques pour préparer les conditions de la révolution socialiste. Des décennies plus tard, les « euro-communistes » iront même jusqu'à avancer l'idée que le Front Populaire aurait pu être finalement une forme de transition vers le socialisme, "démocratique et sans violence". Ces questions vont revenir sur le tapis après la victoire contre le fascisme. En France, cela commence en 1943 avec le programme du Conseil National de la Résistance, qui débouche en 1944 sur la participation communiste aux gouvernements jusqu'en 1947.

Le propos de notre exposé oral sera axé sur le gigantesque mouvement de masse qui va, dans le cadre du Front Populaire, éclater au printemps 1936 et qui, au-delà de la victoire revendicative exceptionnelle, pose la question de savoir si ce mouvement pouvait déboucher sur l'affrontement révolutionnaire avec la bourgeoisie.

La situation politique de la première moitié de l'année 1936 est marquée par les élections législatives du 26 avril et du 3 mai. Les partis du Front Populaire, le PCF, le PS et le Parti Radical (petite bourgeoisie républicaine) et de petites organisations qui l'ont rallié, ont une plate-forme commune floue pour l'élévation du niveau de vie et des mesures antifascistes au plan national et international. Ils se présentent aux élections sur la base de leur propre programme et de leur engagement à se désister au second tour pour le candidat arrivé premier. Mais dès le mois de février 36, les leaders de la social-démocratie, Blum et Auriol, multiplient les déclarations, pas toujours publiques, annonçant qu'ils ne procéderont pas à l'épuration ni de la Préfecture de Police, pourtant complètement gangrené par les groupes fascistes, ni de l'appareil d'État, et qu'ils n'annuleront pas les décrets-lois de 1935 abaissant de 10% les salaires des fonctionnaires. Le 15 mai, devant "l'Américan-Club", Blum confirme qu'il ne cassera rien. D'un autre côté, la direction de la CGT dont l'appareil réformiste domine, se rallie au fait que les décrets-lois resteront en place, et considère que "tout mouvement serait inconsidéré". Notons que la bourgeoisie monopoliste, l'oligarchie financière, depuis 1931 avait rallié le choix du fascisme comme solution pour sortir de la crise. Mais consciente du rapport de force depuis l'échec du putsch du 6 février 1934, elle manœuvre en plaçant ses hommes, dans les partis radicaux et socialistes et dans la tendance réformiste de la CGT. Le futur gouvernement Blum non seulement n'épurera pas mais au contraire renforcera considérablement la présence dans l'appareil d'État d'éléments liés à la Synarchie, espèce de franc-maçonnerie et de Think-Tank d'extrême-droite couplée aux hommes de main de la Cagoule, liés à la Banque, en particulier la banque Worms. La bourgeoisie monopoliste en fait se prépare à quelques semaines de gouvernement Blum, suivi d'un gouvernement radical-modéré qui ouvrira les portes à une dictature fasciste (annoncée dès 1933 aux dirigeants nazis par l'ambassadeur de France - un homme de la sidérurgie - à Berlin). Ceci explique l'apparent paradoxe, qui fait que c'est la même chambre des députés Front Populaire (plus de 1 200 000 voix d'avance sur les partis réactionnaires), qui va entériner Munich, interdire le PCF en 1939 et instaurer la peine de mort contre

les communistes, préparer la guerre contre l'Union Soviétique en décembre 1939 et livrer le pouvoir à Pétain et Laval réalisant le programme du capital. Mais avec retard et à l'occasion de la défaite militaire, car justement les grèves du printemps 1936, par l'intervention de la classe ouvrière, vont contraindre la bourgeoisie à manœuvrer !

Le mouvement gréviste commence une semaine après les élections où le PCF a vu ses voix augmenter de plus de 40% au premier tour, les deux autres partis stagnant (le PS) ou reculant (le PR), et où au second tour, le PCF a réuni sur ses candidats l'électorat antifasciste. C'est en province que les grèves commencent, dans l'aéronautique. En quelques jours, le mouvement touche la région parisienne. Il présente tout de suite des caractère originaux : après avoir voté la grève, les travailleurs occupent jours et nuits les usines, prenant en charge la sécurité (éviter les provocations et les accidents), s'occupant des ateliers et des machines, comme s'ils leur appartenaient dira la presse patronale outrée (nettoyage à fond, entretien des outils). Puis s'organisent des activités sociales dans l'entreprise (sport, théâtre, causeries …).

Le mouvement semble avoir éclaté spontanément. C'est vrai si l'on prend en compte le fait qu'il n'y a eu aucun mot d'ordre de la CGT, dont l'appareil reste contrôlé par les réformistes, dépassés par les évènements. Mais c'est faux si l'on prend en compte le fait que depuis le début du Front Populaire, le mouvement syndical avait bougé : la CGT s'était réunifiée entre la CGT réformiste et la CGT Unitaire qui organisait le syndicalisme de lutte de classe révolutionnaire. Cela se traduisait par un afflux considérable d'adhésions et de création de syndicats d'entreprise, alors que depuis 15 ans, le mouvement ouvrier s'était considérablement affaibli. Et le 1er mai (entre les deux tours électoraux) les grèves et manifestations avaient été plus importantes que les années précédentes. Et surtout, la réunification profitait largement au courant révolutionnaire (les Unitaires), qui s'imposait contre la bureaucratie et qui était à l'initiative du renforcement syndical : le rapport de force au congrès de réunification de mars 1936 avait commencé à se modifier en profondeur au détriment des réformistes.

Le 28 mai, toute l'industrie automobile et les mineurs sont en grève. Les revendications portent sur les salaires, les 40 heures payées 48, des congés payés et des conventions collectives. Pour comprendre l'ampleur de ce mouvement qui n'en est qu'au début, une anecdote : le 24 mai, c'est la manifestation d'hommage à la Commune de Paris au Mur des fédérés. Il y a 600 000 manifestants. Lorsque les ouvriers de chez Renault arrivent avec la banderole "15 jours de congés payés", les présents les applaudissent mais murmurent : "*Ils exagèrent, si on obtenait 8 jours ce serait déjà bien !*" Et pourtant, le prolétariat va arracher les 15 jours, 15 jours plus tard. Le 3 juin, le mouvement touche l'ensemble du pays, et suscite la solidarité d'une grande partie de la paysannerie laborieuse et des milieux culturels. La bourgeoisie monopoliste va donner le feu vert lors d'une réunion avec Blum le 4 juin pour qu'il en finisse avec les grèves coûte que coûte. Blum soumet son discours d'intronisation au patronat et amende son texte à la demande de ce dernier en rajoutant que "la loi devait être respectée". C'est-à-dire que les usines devaient être évacuées et que les non-grévistes devaient pouvoir travailler. Et le 7 juin au matin, le grand patronat demandait à Blum de convoquer une réunion tripartite (Gouvernement/Syndicat/ Patronat), de manière à se dégager de toute responsabilité, face à la masse des patrons, sur les concessions qu'il s'apprêtait à faire. Le 7 juin furent signés les Accords de Matignon qui n'engageaient le patronat directement que sur la question des salaires et de la reconnaissance des droits syndicaux : sur les 15 jours de congés, les conventions collectives et les 40 heures payées 48, le texte annonçait qu'ils feraient l'objet de lois adoptées par le Parlement (elles seront votées le 9 juin), ce qui dégageait le patronat encore une fois de toute responsabilité ! Cependant une partie des patrons avaient commencé de signer des accords plus avantageux pour les travailleurs. Et une autre partie annonçait que, non seulement elle ne reconnaissait pas les accords, mais qu'en plus elle n'appliquerait pas les lois annoncées. Sous l'impulsion des communistes et des unitaires, devant le risque d'une contre-offensive patronale, la grève va se renforcer pour atteindre 2 millions de grévistes et 12000 entreprises en grève, avec des secteurs nouveaux comme les grands magasins, les garçons de café. Finalement, le patronat était contraint de céder globalement et le 11 juin, Maurice Thorez lança son appel "*Il faut savoir cesser une grève quand on a obtenu satisfaction*". Le mouvement gréviste, dans les secteurs les plus durs du patronat (sidérurgie et métallurgie), dura

jusqu'à la fin juin, mais jusqu'à la fin de 1937, des mouvements reprirent face à l'attitude du patronat et contre la politique gouvernementale, et ces mouvements furent victorieux. A la victoire économique du prolétariat, il faut en ajouter une autre, politique : malgré l'appareil bureaucratique réformiste, de fait le courant révolutionnaire l'avait emporté dans la CGT. Et le PCF s'était implanté dans les grandes entreprises. Cela devait jouer un rôle majeur lors de la Résistance.

Cependant force est de constater un certain nombre de faiblesses du mouvement. La première, c'est que la grève n'est pas générale : les transports, les postes et télécommunication, les fonctionnaires et les services publics, les employés de banque et de nombreux secteurs restent hors de la grève. Ensuite, le PCF a échoué à implanter des comités de Front Populaire à la base pour les structurer nationalement. Il a abandonné le mot d'ordre "*Tout le pouvoir aux Soviets*", comme non-approprié à la situation, mais du coup, aucun mot d'ordre ne va être avancé pour préparer les masses à la nécessité de prendre en main la direction du pays pour en finir avec la menace fasciste que la simple défense de la démocratie bourgeoise ne pouvait assurer, comme la suite des évènements devaient tragiquement le démontrer. A l'opposé, cela a contribué à renforcer les illusions sur l'État au-dessus des classes et sur la démocratie bourgeoise. Plus encore, et la participation gouvernementale d'après 1944, sur la base du programme du Conseil National de la Résistance, va aggraver cette tendance ; cela va nourrir l'idée qu'avec un gouvernement "démocratique", plus démocratique avec les communistes à l'intérieur, gouvernement s'appuyant sur les masses populaires, on peut voir satisfaire définitivement les aspirations fondamentales du prolétariat, comme si les rapports de force ponctuels victorieux étaient cumulatifs. Ce qui se passe aujourd'hui avec les offensives de la bourgeoisie visant à liquider les conquêtes sociales de la classe ouvrière, montre bien ce qu'il en est ! Du coup, la révolution devient un mythe de référence et non pas un objectif concret ; on n'est pas loin de Bernstein avec son fameux slogan : "*Le mouvement est tout, le but n'est rien*" ! En fait, ces faiblesses sont dans un certain sens secondaires dans le contexte de l'époque (parce qu'il y a l'Internationale, et après la guerre le Kominform). Mais n'ayant jamais fait l'objet d'une réflexion autocritique, car finalement la politique d'alliance avec la social-démocratie n'a jamais été remise en cause sur le fond, ces faiblesses, telles les métastases cancéreuses, vont finir par l'emporter avec l'Eurocommunisme et les diverses formes de mutation qui vont désarmer la classe ouvrière de France.
C'est aux communistes et en particulier à notre parti, que revient de relever le drapeau, le prolétariat ayant besoin de son parti pour mener sa tâche historique à bien : la Révolution pour le Communisme!